

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 juillet 2009
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-troisième session**
Point 44 de l'ordre du jour
**Application et suivi intégrés et coordonnés
des textes issus des grandes conférences et réunions
au sommet organisées par les Nations Unies
dans les domaines économique et social
et dans les domaines connexes**

**Conseil de sécurité
Soixante-quatrième année**

**Lettre datée du 13 juillet 2009, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé du Sommet de L'Aquila établi par le Président, où figure une synthèse des débats et des documents adoptés du 8 au 10 juillet par le Sommet du Groupe des Huit tenu dans cette ville (voir annexe).

Comme vous le savez, sept documents ont été approuvés au cours de cette réunion de trois jours : la Déclaration du G-8 intitulée « Des dirigeants responsables pour un avenir viable », la Déclaration du G-8 sur la lutte contre le terrorisme, la Déclaration de L'Aquila sur la non-prolifération, la Déclaration commune intitulée « Promotion du programme mondial », la Déclaration du Forum des grandes économies sur l'énergie et le climat, la Déclaration commune G-8-Afrique intitulée « Un partenariat renforcé entre le G-8 et l'Afrique concernant l'eau et les conditions sanitaires de base » et la Déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale intitulée « L'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire ».

Les documents peuvent être consultés sur le site Web ci-après : www.G8italia2009.it.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur
(Signé) Giulio Terzi



Annexe à la lettre datée du 13 juillet 2009 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Résumé établi par le Président

L'Aquila, le 10 juillet 2009

Le Sommet du Groupe des Huit s'est tenu dans la ville de L'Aquila du 8 au 10 juillet 2009 en gage de solidarité avec les habitants de cette région gravement frappée par un tremblement de terre le 6 avril, et avec tous ceux qui, dans le monde entier, sont touchés par des catastrophes naturelles.

Les dirigeants du G-8 ont examiné les problèmes interdépendants que posent la crise économique, la pauvreté, les changements climatiques et les questions politiques internationales. Ils ont partagé une conception de l'économie mondiale caractérisée par l'ouverture, l'innovation, la viabilité et l'équité.

Les documents ci-après ont été adoptés :

- La Déclaration du G-8 intitulée « Des dirigeants responsables pour un avenir viable »
- La Déclaration de L'Aquila sur la non-prolifération
- La Déclaration du G-8 sur la lutte contre le terrorisme
- La Déclaration commune intitulée « Promotion du programme mondial »
- La Déclaration du Forum des grandes économies sur l'énergie et le climat
- La Déclaration commune G-8-Afrique intitulée « Un partenariat renforcé entre le G-8 et l'Afrique concernant l'eau et l'assainissement »
- La Déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale intitulée « L'initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire ».

Les dirigeants sont convenus que le fait de nouer des partenariats avec les grandes économies émergentes renforçait leur action. En 2007, le G-8 avait engagé un dialogue avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique afin de s'entendre sur des questions clés pour la communauté internationale. À L'Aquila, les dirigeants ont décidé de donner suite à leur action commune en nouant un partenariat structuré stable.

Dans cet esprit, le Sommet s'est ouvert avec les membres du G-8 puis les réunions ont été élargies dès le deuxième jour pour accueillir progressivement d'autres participants.

Le 8 juillet, les dirigeants du G-8 se sont entretenus de l'économie mondiale, du développement, des changements climatiques et des questions politiques internationales. À partir du 9 juillet, les représentants de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et du Mexique se sont joints à eux pour engager un dialogue structuré et durable sur diverses questions mondiales. L'Égypte a été invitée à participer également à cette réunion. Les chefs des organisations internationales ont ensuite participé aux débats puis tous les autres membres du Forum des grandes économies se sont joints à eux pour traiter des échanges et des

changements climatiques. Les dirigeants africains et les partenaires du G-8 ont abordé les incidences de la crise sur l'Afrique. Enfin, à une réunion ouverte à de très nombreux participants, les dirigeants se sont intéressés à la question de la sécurité alimentaire.

Le processus de Heiligendamm-L'Aquila

Les partenaires du G-8 et l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique ont redit qu'ils étaient résolus à œuvrer ensemble pour réaliser le programme mondial et trouver des solutions efficaces aux grands problèmes, ce qui supposait que la responsabilité soit partagée et qu'une collaboration s'instaure entre les principales économies mondiales en vue de progresser collectivement. À cette fin, les dirigeants ont proposé une coopération améliorée, stable et structurée, sur un pied d'égalité entre eux : le processus de Heiligendamm-L'Aquila. Les pays qui y participent se sont engagés à améliorer la compréhension entre eux et à concrétiser cette entente dans des résultats tangibles, contribuant ainsi à améliorer la gouvernance mondiale et à façonner l'avenir ensemble.

Avec la participation de l'Égypte, les dirigeants ont envisagé un programme de relance mondiale, des sources de croissance pour l'avenir et des politiques de développement prudentes. Ils collaboreront en vue de favoriser une relance équilibrée en tenant compte de l'évolution de l'épargne. Les politiques visant à améliorer les systèmes de protection sociale, y compris la santé et l'éducation, ainsi que les investissements dans l'infrastructure et l'innovation, contribueront à créer un modèle de croissance plus équilibrée et plus durable.

Les échanges

Le progrès considérable accompli dans le domaine des échanges est un résultat concret de ce partenariat. Les dirigeants ont souligné que l'ouverture des marchés était décisive pour la croissance économique et le développement, surtout en période de crise. Ainsi, ils ont réaffirmé qu'ils étaient résolus à s'opposer au protectionnisme et confirmé l'engagement de maintien du statu quo adopté à Washington et Londres. En outre, ils sont convenus qu'un aboutissement réussi du Cycle de négociations de Doha pour le développement donnerait un élan considérable pour le rétablissement de la confiance, l'appui à la relance et la promotion du développement. L'heure était venue de débloquer les négociations afin de parvenir, en 2010, à une conclusion ambitieuse et équilibrée, qui se fonderait sur les progrès déjà réalisés, y compris s'agissant des modalités. À cette fin, les dirigeants ont chargé leurs ministres du commerce de s'atteler immédiatement à préciser et à comprendre la négociation engagée jusque-là et de se réunir avant le Sommet de Pittsburgh où ils rendront compte des progrès accomplis. L'Australie, l'Indonésie et la République de Corée ont décidé également de prendre part à cette entreprise.

L'économie mondiale

Les dirigeants du G-8 se sont penchés sur l'état de l'économie mondiale et les mesures extraordinaires qui ont été prises. Ils ont relevé des signes de stabilisation et un regain de confiance et réaffirmé qu'ils s'engageaient à appliquer les décisions prises aux Sommets de Washington et de Londres. Les mesures visant à relever l'économie mondiale et le système financier continueront d'être prises tant qu'il le

faudra pour assurer une croissance viable sur la durée. Des réformes de la réglementation financière seront mises en œuvre rapidement afin d'égaliser le terrain. Les dirigeants se sont engagés également à s'attaquer à la dimension sociale de la crise en plaçant les préoccupations des populations au centre de leur action et en promouvant des mesures mondiales en faveur de l'emploi et de la protection sociale.

La crise a révélé l'importance de la régularité, de l'intégrité et de la transparence dans la conduite des finances et des échanges internationaux pour que les règles d'éthique soient mieux respectées. C'est pourquoi les dirigeants se sont entendus sur la nécessité d'établir des normes et des principes communs, le « Cadre de Lecce », qui s'inspire d'initiatives de l'OCDE et d'autres organisations internationales et qui sera présenté au prochain sommet du G-20 à Pittsburgh.

La coopération internationale sera renforcée pour lutter contre la corruption, la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, en améliorant l'application des normes internationales, en élargissant le Forum mondial de l'OCDE, en instituant un mécanisme d'évaluation par les pairs et en élaborant des contremesures applicables aux instances qui ne collaboreraient pas et ne respecteraient pas les normes.

Au-delà de la crise, les dirigeants ont promis de parvenir à une viabilité financière à moyen terme en mettant au point des stratégies de repli adaptées. Ils sont résolus à mettre la croissance économique sur une voie plus solide, plus innovante, plus verte et plus durable. Ils sont convenus également qu'il fallait remédier à l'instabilité excessive des prix des produits énergétiques et des produits agricoles et améliorer le fonctionnement des marchés mondiaux des produits de base, y compris en réglementant et en contrôlant les marchés des produits dérivés, en vue d'améliorer la transparence et de lutter contre les effets perniciose de la spéculation.

Ils ont souligné qu'il importait de favoriser l'instauration d'un climat ouvert et réceptif aux investissements étrangers et de promouvoir l'innovation tout en s'attaquant efficacement à la contrefaçon et au piratage.

Les changements climatiques

Les dirigeants sont convenus qu'il fallait d'urgence s'intéresser aux changements climatiques et se sont employés à faire passer le message en prévision de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague en décembre.

La question des changements climatiques a fait l'objet de débats à la réunion des membres du G-8 et à celle du Forum des grandes économies.

À la réunion du G-8, les dirigeants ont pris note de l'avis scientifique concernant la nécessité de limiter la hausse maximale de la température mondiale à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels, et arrêté un objectif mondial à long terme qui consiste à réduire les émissions mondiales d'au moins 50 % et celles des pays développés de 80 % d'ici à 2050. Ils sont convenus également qu'il fallait fixer des objectifs à moyen terme importants, qui soient compatibles avec les objectifs à long terme, et que les émissions mondiales devraient atteindre leur niveau maximum le plus vite possible. L'accent a été mis sur le fait que, pour s'attaquer efficacement

aux changements climatiques, tous les grands pays émetteurs devaient contribuer activement en prenant des mesures d'atténuation quantifiables.

Les dirigeants ont examiné le rôle des technologies novatrices dans le financement de la lutte contre les changements climatiques en vue d'appuyer les efforts d'atténuation dans les pays en développement également. Ils ont mis l'accent sur les besoins d'adaptation de ces pays, surtout des pays les plus pauvres et les plus vulnérables, en termes de ressources, de renforcement des capacités et de financement des politiques.

Le G-8 a adopté une déclaration globale qui a servi de point de départ du dialogue constructif engagé le lendemain avec les économies émergentes.

À la réunion élargie, les 16 dirigeants du Forum des grandes économies sur l'énergie et le climat, la Commission européenne, la Suède et le Danemark et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ont trouvé un terrain d'entente sur les grands piliers des négociations de Copenhague sur le climat.

Les dirigeants de tous les grands pays émetteurs ont rappelé qu'il importait de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 2 °C au maximum, comme l'avait préconisé le G-8, et décidé de s'employer ensemble, d'ici à la Conférence de Copenhague, à arrêter un objectif mondial à long terme en vue de réduire considérablement les émissions mondiales d'ici à 2050. Ils sont convenus que tous les pays devaient prendre des mesures nationales d'atténuation : les pays développés procéderont prochainement à des réductions importantes à moyen terme tandis que les pays en développement prendront des mesures pour réduire sensiblement les niveaux d'émission.

Le rôle clef des grandes économies dans l'innovation a été souligné et les dirigeants ont établi un partenariat mondial visant à poursuivre ces efforts. Les participants sont convenus d'accroître nettement le montant des investissements publics dans la recherche-développement, en vue de le doubler d'ici à 2015. Soulignant la contribution du secteur privé et de la coopération internationale, les dirigeants se sont engagés à éliminer les barrières et à prendre des mesures d'incitation pour accélérer le déploiement, la diffusion et le transfert des technologies à faibles émissions de carbone.

On s'est entendu en général sur la nécessité d'accroître le financement public et privé de la lutte contre les changements climatiques, y compris grâce aux marchés de droits d'émission de carbone. Les dirigeants ont examiné les mécanismes internationaux de financement en s'intéressant plus particulièrement à la proposition faite par le Mexique de créer un fonds vert.

Les participants ont adopté la Déclaration du Forum des grandes économies sur l'énergie et le climat, ouvrant ainsi la voie à un accord global mondial qui serait conclu à Copenhague, et décidé de continuer de coopérer dans les mois à venir.

Le développement et l'Afrique

Les dirigeants ont axé leurs débats sur les incidences de la crise sur les plus vulnérables. Ils ont décidé d'agir résolument pour appliquer les décisions visant à éliminer la pauvreté et la faim. Constatant que la crise compromet les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ils ont demandé qu'il soit procédé en 2010 à une évaluation internationale des mesures

à prendre pour accomplir ces objectifs. Ils ont redit qu'ils s'engageaient à promouvoir la santé mondiale, exprimé leur solidarité avec les populations et les pays vulnérables face à la menace mondiale de H1N1, et rappelé qu'il importait d'aider les pays en développement pour ce qui était des médicaments antirétroviraux et des vaccins, et des autres mesures de prévention.

Ils ont décidé d'appliquer les mesures ci-après afin d'aider les plus vulnérables à faire face à la crise : respecter les engagements pris en matière d'aide publique au développement, y compris en matière d'aide pour le commerce; maintenir l'ouverture des marchés en vue de relancer la croissance économique au profit des pauvres; améliorer la transparence et favoriser la concurrence entre les intermédiaires afin de réduire de moitié le coût des envois de fonds effectués par les migrants; renforcer le partenariat avec l'Afrique afin d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement; appuyer les instruments de financement novateurs destinés à la santé; donner la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en accroissant le financement multilatéral visant à appuyer les stratégies globales des pays et à améliorer la coordination entre les mécanismes existants.

Les dirigeants ont fait observer qu'accroître l'aide sans en assurer la qualité n'aurait pas d'effet réel sur le développement à long terme. Ils ont réaffirmé qu'ils étaient résolus à mettre en œuvre le Programme d'action d'Accra. En outre, pour donner suite au Consensus de Monterrey, ils sont convenus de promouvoir une démarche globale à l'échelle des pays qui permettrait de renforcer la cohérence des politiques et de mobiliser tous les acteurs et les ressources financières.

Pour réaffirmer les engagements pris en matière de développement, ils ont publié un rapport d'information préliminaire et décidé de créer un mécanisme à part entière afin de suivre les progrès accomplis et d'améliorer l'efficacité de leur action. Un premier rapport sera présenté au Sommet du G-8 à Muskoka (Canada) en 2010.

Le Groupe des Huit et l'Afrique

Le 10 juillet, les dirigeants du G-8 se sont entretenus avec les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de la Libye, du Nigéria, du Sénégal, de la Commission de l'Union africaine et des organisations internationales. Ils ont décidé d'agir rapidement pour limiter les incidences de la crise sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique. Ils ont confirmé les engagements qu'ils avaient pris en faveur du développement durable, y compris dans les domaines de l'aide publique au développement, des changements climatiques et de la paix et de la sécurité. Pour la première fois, ils ont publié une déclaration commune G-8-Afrique où ils ont affirmé qu'ils étaient résolus à nouer un partenariat plus étroit en vue d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement.

La sécurité alimentaire

Inquiets du nombre croissant de personnes sous-alimentées et des faibles niveaux d'investissement dans l'agriculture, le même jour, les dirigeants de 40 États et les chefs des organisations internationales ont décidé de conjuguer leurs efforts pour éliminer la pauvreté. Dans une déclaration commune, ils ont présenté leur conception de la sécurité alimentaire mondiale. Ils se sont engagés à mobiliser 20 milliards de dollars sur trois ans dans le cadre de l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire en faveur du développement rural dans les pays pauvres. Ils ont

également favorisé la création du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire qui vise à continuer de placer l'agriculture au centre des préoccupations internationales, à relancer l'investissement et à renforcer l'efficacité de l'aide et la coordination nationale, avec la participation de tous les acteurs concernés.

Les questions politiques internationales

Les dirigeants du G-8 se sont dits très préoccupés par les faits récents survenus en Iran. Ils ont déploré la violence postélectorale, les pressions exercées sur les médias et les arrestations injustifiées de journalistes et d'étrangers. Ils ont rappelé que les ambassades devaient pouvoir exercer leurs fonctions en Iran et souligné qu'ils s'engageaient à trouver une solution diplomatique au refus systématique de ce pays de s'acquitter des obligations internationales concernant son programme nucléaire. Ils ont condamné les déclarations dans lesquelles le Président Ahmadinejad a nié l'Holocauste.

Dans le prolongement de l'évolution des relations entre les États-Unis et la Fédération de Russie au sujet du désarmement, les dirigeants ont mis l'accent sur l'importance capitale du régime établi par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de l'engagement pris d'instaurer des conditions propices pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Au printemps de 2010, les États-Unis organiseront une conférence visant à sécuriser les matières nucléaires vulnérables dans le monde, qui débouchera sur la révision du Traité.

Espérant l'instauration d'une paix globale entre Israël et tous ses voisins, les dirigeants ont rappelé qu'ils appuyaient sans réserve le règlement du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États, et engagé vivement les parties à reprendre rapidement les négociations directes. Ils leur ont également demandé de s'acquitter des obligations que leur imposait la Feuille de route. Ils continuaient de s'engager à appuyer pleinement l'Autorité palestinienne, y compris, une fois qu'un accord de paix aurait été conclu, au moyen d'un plan global ambitieux qui viserait à développer l'infrastructure et à promouvoir les activités économiques dans le futur État palestinien.

Les dirigeants ont condamné avec la plus grande fermeté l'essai nucléaire et les lancements de missiles balistiques effectués récemment par la République populaire démocratique de Corée et l'ont exhortée à s'abstenir de se livrer à d'autres provocations et à s'engager à reprendre rapidement les pourparlers à six.

Ils ont confirmé qu'ils étaient prêts à aider les Gouvernements afghan et pakistanais à faire face aux problèmes de développement économique et social et de bonne gouvernance, ainsi qu'à lutter contre la corruption, le terrorisme et le trafic. L'accent a été mis également sur l'importance de resserrer les liens de coopération régionaux dans ce domaine.

Les dirigeants ont aussi abordé la question de la piraterie et la nécessité de renforcer les capacités dans la corne de l'Afrique afin de mieux contrôler le littoral et les eaux territoriales. Ils se sont penchés sur la criminalité transnationale organisée ainsi que sur la lutte contre le terrorisme et ils ont souligné les difficultés auxquelles ils se heurtaient dans la lutte contre la radicalisation, le recrutement et le financement du terrorisme. L'engagement pris par le G-8 de renforcer les capacités

mondiales de maintien et de consolidation de la paix a été renouvelé, l'accent étant mis notamment sur les opérations de paix menées par l'Afrique.

Le Gouvernement du Myanmar a été prié de libérer tous les prisonniers politiques afin d'éviter que la crédibilité des élections prévues en 2010 ne soit compromise.

Les dirigeants ont remercié le Canada d'accueillir le prochain Sommet à Muskoka, en 2010.
